

d'augmenter les ventes de céréales sur les marchés mondiaux.

Au cours de la campagne électorale, j'ai eu le plaisir de la visite de personne d'autre que l'éminent chef de l'opposition à la Chambre des communes. Parlant du problème de l'agriculture et du commerce dans une de nos villes, il a dit, entre autre choses, comme le rapporte une nouvelle de presse largement répandue:

Je tiens à mentionner, enfin, une autre mesure en particulier qui profiterait directement et immédiatement aux cultivateurs de l'Ouest canadien. Par le passé, les gouvernements libéraux ont fait de leur mieux pour assurer le maximum de ventes de notre blé, mais de gros excédents se sont accumulés en dépit de tous nos efforts et personne n'a pu prouver que ses efforts ont ou auraient de meilleurs résultats que les nôtres.

A ce propos, je ferai remarquer qu'en 1956-57, nous avons vendu 260 millions de boisseaux de blé, tandis qu'en 1957-1958, c'est-à-dire jusqu'au 9 juillet, nous en avons vendu 297.6 millions de boisseaux, alors qu'il restait encore 21 jours avant la fin de la campagne agricole. Le chef de l'opposition a fait d'autres déclarations à ce propos, quand il est venu dans ma circonscription. Je vais citer aussi ce qui suit:

Dans le domaine des mesures d'ordre général qui seront utiles aux agriculteurs, outre le maintien d'une économie nationale ferme, il y a un programme agressif de vente de blé. Même si le maintien et l'augmentation des exportations de produits agricoles se sont révélés difficiles, nous affirmons que la politique libérale qui consiste à supprimer d'un consentement mutuel les obstacles aux échanges commerciaux et à établir la collaboration internationale est très prometteuse et indispensable pour accroître les exportations de blé et autres céréales, de pommes et de pommes de terre et des produits du bétail. A cause des occasions actuelles et éventuelles qu'offre le grand marché américain à nos agriculteurs, nous proposerons de développer ce marché, non pas de le ruiner en étant hostiles aux États-Unis. Tout producteur canadien de bestiaux sait quelles répercussions mauvaises aurait sur ses ventes et sur ses prix la perte du marché américain. Certains programmes du gouvernement actuel rendent ce danger plus grand...

Tout ce que je puis dire à cet égard c'est qu'au moment où le gouvernement actuel a pris le pouvoir les ventes de bétail aux États-Unis étaient presque nulles. Celui qui consulte la statistique ne peut s'empêcher de constater que les bovins de race pure avaient presque seuls accès au marché des États-Unis à ce moment-là et, pour ce qui est de l'animosité que nous aurions provoquée, je veux signaler que nos ventes sur le grand marché des États-Unis ont atteint des proportions et des prix qu'elles n'avaient pas atteints depuis de nombreuses années.

L'honorable député de Burin-Burgeo a eu aussi quelque chose à dire du commerce, en particulier, au sujet de la Chine. Il ignore si

nous devons ou non commercer avec la Chine, mais son chef sait, dit-il, ce qu'il a à faire. Voici ce qu'il a dit à Cudworth, au cours de la campagne électorale:

Nous devrions aussi travailler ferme à ouvrir de nouveaux débouchés, en Asie, par exemple, sans excepter la Chine.

L'intérêt de l'histoire, d'après moi, c'est qu'il pensait que nous ne pouvions pas vendre du blé à la Chine, mais à peine avait-il quitté la salle qu'on annonçait que des ventes de blé étaient conclues avec la Chine.

On pourrait dire beaucoup de chose à ce sujet, mais je tiens simplement à déclarer que,—en ce qui a trait au libre échange, et je crois que tous les députés ont foi dans le libre échange, bien que le parti libéral estime qu'il soit le seul à le faire,—le parti libéral a été au pouvoir pendant 22 ans et il faut nous souvenir que lorsqu'il l'a perdu, l'État touchait des recettes, découlant du tarif douanier, beaucoup plus élevées que n'importe quand auparavant.

L'hon. M. Pearson: C'est vrai.

L'hon. M. Pickersgill: A cause du volume de nos échanges.

M. Nasserden: C'est un point qu'il faudrait étudier. Si j'ai une vache à vendre et que vous vouliez l'acheter, il n'y a plus de libre échange. En effet, j'essaye d'obtenir autant que possible pour ma vache et vous essayez de payer le moins possible. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est l'échange de biens le plus libre possible entre les nations qui veulent et peuvent commercer entre elles.

Je crois que le gouvernement actuel s'efforcera de formuler des plans et de mettre en pratique des méthodes commerciales qui assureront l'échange le plus libre de produits avec les nations désireuses et capables de commercer avec nous. La preuve, c'est que nous aurons cet automne au Canada une conférence commerciale du Commonwealth. Voilà qui s'imposait depuis très longtemps et qui,—non seulement pour ce qui est des échanges mais aussi de la discussion tendant à trouver des solutions pacifiques aux problèmes mondiaux,—sera de la plus haute utilité.

Parmi les observations formulées cet après-midi, il en est une qui disait que le parti libéral était un parti désireux de travailler de concert avec tous les pays en matière d'échanges commerciaux. A cet égard, j'aimerais rappeler à la Chambre que l'accord sur le blé avec le Royaume-Uni me semble avoir été un accord excluant certains pays du monde et qui a laissé le Canada dans une situation plutôt précaire à l'égard de ces autres pays.

Je termine mes observations, quoique nombre d'autres problèmes seront évoqués au